

ANNEXE I

DEMANDE DE PERMIS D'URBANISME

Remarque préliminaire : les cadres I à V et X, XI et XIV doivent toujours être remplis. Les cadres VI à IX et XII et XIII sont à remplir en fonction des caractéristiques de la demande.

CADRE I Identité du demandeur

Je soussigné(e)

☒ **personne physique**

Mr Prénom : Iran Nom : Iskender

Mme Prénom : Evis Nom : Guler

Adresse: Rue de Pavie n° 14 Bte :

Code Postal: 1000 Localité: Bruxelles Pays :

Téléphone N°: 0488933935 GSM : Fax :

E-Mail: iskender-iran@hotmail.com

☐ **personne morale**

Nom : Forme Juridique :

N° d'entreprise : Service :

Adresse: n° Bte :

Code Postal: Localité: Pays :

Prénom du représentant : Nom du représentant : En qualité :

Téléphone N°: GSM : Fax :

E-Mail:

Agissant en qualité de:

☒ propriétaire

☐ copropriétaire

☐ titulaire d'un droit réel sur le bien

☐ locataire

mandataire agissant au nom et pour le compte de :

(mandat à joindre à la demande)

☐ Autre (à préciser):

Personne à contacter: (si différente du demandeur mentionné ci-dessus ou si plusieurs demandeurs) :

Prénom : Iran Nom : Iskender

Adresse: Rue de Pavie n° 14 1180 Uccle

Fonction :

Téléphone N°: 02/534 11 62 GSM : 0488933935 Fax :

E-Mail: iskender-iran@hotmail.com

Adresse (en Belgique) à laquelle les administrations envoient le courrier dans le cadre de la demande (si différente de celle du demandeur mentionnée ci-dessus ou si plusieurs demandeurs) :

Prénom : Nom :

Adresse: n° Bte :

Code Postal: Localité: Pays :

NB : lorsque la demande est introduite par plusieurs personnes (physiques ou morales), indiquer les coordonnées des autres demandeurs sur une fiche complémentaire (copie du cadre I).

CADRE II Localisation du bien

Code Postal	Commune	Adresse	N°		Bte	Cadastre		
			de	à		Division	Section	N°
1120	Neder-Over-Heembeek	Rue des Fraines	132			19	D	216b ²

CADRE VI Caractéristiques du projet (remplir les cases pertinentes en fonction du projet) <i>NB: en cas de bâtiments multiples, remplir le tableau ci-dessous pour la globalité du projet et un tableau par bâtiment détaillant</i>			
<u>TERRAIN</u> Superficie du terrain(en m²)	S	197	
		Existant	Projeté
<u>CONSTRUCTION HORS-SOL</u> Total de la superficie de planchers de tous les niveaux hors sol <i>(totalement ou partiellement) (m²)</i>	P	132,9	255,6
Rapport Plancher hors-sol/superficie terrain	P/S	0,675	1,297
Volume total de la construction hors-sol (m³)		444,7	856,9
<u>EMPRISE DE LA CONSTRUCTION</u> Superficie au sol, calculée en projection horizontale sur la(les) parcelle(s), occupée ou surplombée par des constructions hors-sol, déduction faite des auvents et marquises (m²)	E	51,1	91,6
Taux d'emprise	E/S	0,259	0,465
<u>SUPERFICIE IMPERMEABLE</u> superficie totale de la (des) construction(s), cumulée à la superficie de toutes les surfaces imperméables égouttées, telles que les voies d'accès, aires de stationnement, terrasses, constructions enterrées, ... (m²)	I	66,7	118,8
Taux d'imperméabilisation	I/S	0,339	0,603
<u>SUPERFICIE DE TOITURE VERTE OU VERDURISEE/VEGETALISEE (m²)</u>		0	0
<u>CITERNE D'EAU DE PLUIE (m³)</u>		0	0
<u>BASSIN D'ORAGE (m³)</u>		0	0
<u>LOGEMENTS</u> Nombre de: <ul style="list-style-type: none"> - studios - appartements 1 ch. - appartements 2 ch. - appartements 3 ch. - appartements 4 ch. ou plus - maisons unifamiliales - logements collectifs 		0 0 0 0 0 1 0	0 1 1 0 1 0 0
Nombre total de logements	L	1	3
Densité de logements par hectare	L/Sx10000	50,76	152,3
Superficie de terrain (en m²) par logements	S/L	197	65,67
<u>LOGEMENT COLLECTIF</u> Nombre de chambres ou d'entités		0	0
<u>ETABLISSEMENT HÔTELIER</u> Nombre de chambres, de flats, d'appartements,		0	0

CADRE X	Réglementation en vigueur et dérogations sollicitées
<p>La réglementation applicable au projet faisant l'objet de la demande : Le Plan régional d'affectation du sol (PRAS), le Règlement régional d'urbanisme (RRU) et (à cocher et remplir, le cas échéant) :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Le plan particulier d'affectation du sol (PPAS) :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Le règlement communal d'urbanisme (ou des bâtisses) (RCU) :</p> <p><input type="checkbox"/> Le règlement d'urbanisme zoné (communal ou régional) :</p> <p><input type="checkbox"/> Le permis de lotir</p> <p><input type="checkbox"/> L'arrêté de classement ou d'inscription sur la liste de sauvegarde ou d'ouverture de la procédure :</p> <p><input type="checkbox"/> Autre:</p> <p>Les dérogations sollicitées (énumérer, expliquer et motiver les dérogations éventuelles) :</p> <p>PPAS 51-12 « Quartier de l'avenue des Croix de guerre », Article 3 – gabarit</p> <p>PPAS 51-12 « Quartier de l'avenue des Croix de guerre », Article 4 – Toiture</p> <p><i>NB : en cas de manque de place, compléter sur une fiche similaire, en annexe ou dans la note explicative visée à l'article 5, 2° de l'arrêté.</i></p>	

CADRE XI	Liste des documents joints à la demande de permis d'urbanisme (cocher les documents joints à la demande)
Types de documents	
01. Formulaire de demande de permis d'urbanisme (= Annexe 1. de l'arrêté)	
02. Note explicative	
03. Photos significatives	
04. Plans (localisation, implantation, réalisation, détails)	
05. Plans de synthèse (dossier A3)	
06. Renseignements relatifs au titre de propriété	
07. Preuve du paiement des frais de dossier	
08. Avertissement au(x) (co)propriétaire(s) (= Annexe 2. de l'arrêté) + Preuve de l'avertissement	
09. Mandat	
10. Avis du SIAMU + Jeu de plans cachetés par le SIAMU	
11. Proposition PEB	
12. Note préparatoire à l'étude d'incidences ou rapport d'incidences	
13. Evaluation appropriée requise par la législation relative à la conservation de la nature	
14. Document relatif à la reconnaissance de l'état du sol (RES)	
15. Note motivée ou tout autre document pouvant être imposé par un plan d'affectation du sol ou un règlement d'urbanisme	
16. Autorisation préalable du gestionnaire du cours d'eau	
17. Formulaire statistique INS	
18. Axonométrie	
19. Reportage photographique intérieur	
20. Pièce justifiant l'existence d'un chantier	
21. Visuel de la publicité sur bâche de chantier et/ou vinyle publicitaire ou assimilé	
22. Montage photos	
Liste des documents spécifiques relatifs aux biens classés ou inscrit sur la liste de sauvegarde (ou en cours de classement ou d'inscription)	
23. Note d'intentions	
24. Etudes préliminaires	
25. Plans comprenant un relevé des éléments architecturaux ou de végétation et les détails d'exécution des interventions	
26. Description des travaux et des techniques	
Autre(s)	

CADRE XIII Identité et déclaration de l'architecte*(à remplir pour les actes et travaux pour lesquels l'intervention d'un architecte est obligatoire)***1/ L'architecte auteur des plans****L'architecte auteur des plans est :**☒ un architecte☐ une « société architecte »☐ l'association de fait, dénommée :

et dont le mandataire est :

☐ un architecte☐ une « société architecte »**Coordonnées de l'architecte:**Prénom **Hervé**Nom **ONSSSELS**N° registre national : **77.09.01-341.48**N° matricule (Ordre des architectes) : **DP NPAX 0408N**Adresse : **Chaussée de Waterloo 254**Code postal : **1060** Localité : **Saint-Gilles**Téléphone N° : **0479/49 75 72**

Télécopieur N° :

E-Mail : **herve@kipik.be****Coordonnées de la « société architecte »:**

Nom:

Forme juridique:

N° d'entreprise:

N° matricule (Ordre des architectes) :

Adresse du siège social:

Code postal :

Localité :

Représenté par l'architecte:

Téléphone N°:

Télécopieur N°:

E-Mail:

2/ L'architecte chargé du contrôle**L'architecte chargé du contrôle de l'exécution des travaux et de leur conformité au permis d'urbanisme ainsi qu'à la réglementation en vigueur est :** ☐ le susnommé auteur des plans ☒ Autre:**3/ Déclaration de l'architecte auteur des plans****Je déclare être en droit d'exercer la profession d'architecte en Belgique et être valablement assuré.****Je déclare avoir pris connaissance de la réglementation en vigueur visée au cadre X.****Je déclare** ☐ **n'avoir relevé aucune contradiction entre ces dispositions et le projet faisant l'objet de la demande**☒ **relever que le projet faisant l'objet de la demande nécessite des dérogations sollicitées au cadre X.****Je certifie que les renseignements repris dans le présent cadre sont sincères et exacts.**Le (date) **31/05/2019**

Signature de l'architecte

**CADRE XIII Auteur de projet (à remplir, le cas échéant, si l'auteur des plans est un professionnel (paysagiste, architecte d'intérieur, géomètre, Graphiste,...) et si les actes et travaux ne nécessitent pas l'intervention obligatoire d'un architecte)****Coordonnées de l'auteur de projet et/ou d'autre(s) intervenant(s)**

Prénom

Nom

Profession :

Adresse :

Téléphone :

Fax :

E-mail :

CADRE XIV Déclaration du demandeur**Je déclare avoir pris connaissance de la réglementation en vigueur visée au cadre X.**☐ **Je déclare n'avoir relevé aucune contradiction entre ces dispositions et le projet faisant l'objet de la demande**☒ **Je sollicite les dérogations mentionnées dans le cadre X****Je certifie que les renseignements repris dans le présent cadre sont sincères et exacts.**Le (date) **31/05/2019**

Signature

Remarque générale : les données fournies dans le cadre de la présente demande sont stockées, aux fins de gestion administrative des demandes de permis, dans la base de données informatique NOVA. Certaines données peuvent également figurer sur le site internet régional de l'urbanisme (exemple : l'affiche d'enquête publique pendant la durée de celle-ci).

GLOSSAIRE des principaux termes utilisés dans le présent formulaire de demande :

Accessoire : complémentaire de l'affectation principale et de superficie relative généralement faible.

Activités artisanales : activités de production où la création, la transformation ou l'entretien de biens meubles s'exerce principalement de manière manuelle et pouvant s'accompagner d'une vente directe au public.

Activités industrielles : activités de production mécanisée portant sur la fabrication ou la transformation de biens meubles ou sur l'exploitation de source d'énergie.

Activités de haute technologie :

1° Recherche en laboratoire ou conception utilisant et mettant en oeuvre de manière significative des technologies avancées ;

2° Activités productives de biens et de services recourant de manière significative au transfert de technologies en provenance des universités et des instituts supérieurs d'enseignement ou au résultat des recherches d'un laboratoire ou d'un bureau d'études.

Activités logistiques : processus intégré d'opérations que subit un produit fini après sa fabrication jusqu'à sa livraison au client, y compris l'étiquetage, le conditionnement, le stockage, la gestion de stock, la livraison, l'entretien et le service après vente. Sont assimilés aux activités logistiques, les travaux de gestion ou d'administration et les commerces qui en sont l'accessoire.

Activités productives : activités artisanales, activités de haute technologie, activités industrielles, activités de production de services matériels et de biens immatériels. Sont assimilés aux activités productives, les travaux de gestion ou d'administration, l'entreposage et les commerces qui en sont l'accessoire.

Activités de production de biens immatériels : activités de conception et/ou de production de biens immatériels fondée sur un processus intellectuel ou de communication ou liés à la société de la connaissance (production de biens audiovisuels, de logiciels, studios d'enregistrement, formation professionnelle spécialisée, services pré-presses, call centers, ...) ou encore relevant des technologies de l'environnement.

Activités de production de services matériels : activité de prestation de services ou liée à la prestation de services s'accompagnant du traitement d'un bien indépendamment de son processus de fabrication (ex. : transport de documents, entreposage de biens, services de nettoyage, de dépannage et d'entretien...).

Arbre à haute tige : arbre dont le tronc mesure au moins 40 cm de circonférence à 1,50 mètre de hauteur et qui atteint au moins 4,00 m de hauteur.

Architecte : la profession d'architecte est réglementée en Belgique. Pour pouvoir exercer valablement la profession, il faut être membre d'un des tableaux de l'Ordre des Architectes et être légalement assuré en responsabilité professionnelle (cfr loi du 20/02/1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte et loi du 26/06/1963 créant un Ordre des architectes).

Bassin d'orage : bassin dont la fonction essentielle est d'offrir un volume correctement dimensionné permettant, lors d'événement pluvieux intenses, un stockage temporaire de l'eau de pluie, avant redistribution lente vers un exutoire.

Bureau : local affecté :

- soit aux travaux de gestion ou d'administration d'une entreprise, d'un service public, d'un indépendant ou d'un commerçant ;

- soit à l'activité d'une profession libérale, à l'exclusion des professions médicales et paramédicales ;

- soit aux activités des entreprises de service intellectuel à l'exclusion des activités de production de services matériels et de biens immatériels.

Citerne d'eau de pluie : citerne dont la fonction essentielle est le stockage de l'eau de pluie en vue de sa réutilisation pour des usages domestiques.

Commerce : ensemble des locaux accessibles au public dans lesquels lui sont fournis des services ou dans lesquels lui sont vendus des biens meubles, y compris les bureaux accessoires et locaux annexes.

Commerce de gros : ensemble des locaux dans lesquels sont vendus des biens meubles en quantités importantes à des détaillants, y compris les bureaux accessoires et locaux annexes.

Enseigne : inscription, forme ou image ou ensemble de celles-ci apposée sur un immeuble et relatif à une activité qui s'y exerce. Ne peut être assimilée à une enseigne une mention profitant à des tiers, telle que l'indication d'une marque ou de leurs produits.

Entreposage : stockage de biens meubles à ciel ouvert ou non.

Équipement d'intérêt collectif ou de service public : construction ou installation qui est affectée à l'accomplissement d'une mission d'intérêt général ou public, notamment les services des pouvoirs locaux, les immeubles abritant les assemblées parlementaires et leurs services, les équipements scolaires, culturels, sportifs, sociaux, de santé, de culte reconnus et de morale laïque. Sont également considérés comme de l'équipement d'intérêt collectif ou de service public, les missions diplomatiques, les postes consulaires de carrière des États reconnus par la Belgique ainsi que les représentations des entités fédérées ou assimilées de ces États. Sont exclus les locaux de gestion ou d'administration des autres services publics.

Établissement hôtelier : établissement d'accueil de personnes pouvant offrir des prestations de services à la clientèle, tel que hôtel, auberge, auberge de jeunesse, motel, pension, apart-hôtel, flat-hôtel, ...

Grand commerce spécialisé : commerce de superficie supérieure ou égale à 500 m² et dont l'activité consiste en la fourniture de services ou la vente de biens meubles qui relève d'un secteur spécialisé à l'exclusion du secteur alimentaire.

Logement : ensemble de locaux ayant été conçus pour l'habitation ou la résidence d'une ou plusieurs personnes, pour autant qu'une autre affectation n'ait pas été légalement implantée, en ce compris les maisons de repos et les lieux d'hébergement agréés ou subventionnés, et à l'exclusion des établissements hôteliers.

Parcelle : parcelle cadastrale.

Publicité : inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention, en ce compris le dispositif qui la supporte, à l'exclusion des enseignes et de la signalisation des voiries, lieux et établissements d'intérêt général ou à vocation touristique

Publicité associée à l'enseigne : publicité dont le message publicitaire est axé sur un produit ou un service distribué ou presté par l'occupant commercial ou industriel de l'immeuble et qui n'est pas susceptible d'être modifié pendant la durée du permis.

Situation existante : situation existante de droit et non de fait.

Superficie de plancher : totalité des planchers mis à couvert et offrant une hauteur libre d'au moins de 2,20 m dans tous les locaux, à l'exclusion des

locaux situés sous le niveau du sol qui sont affectés au parking, aux caves, aux équipements techniques et aux dépôts. Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs des façades, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escaliers et d'ascenseurs.

Terrain : parcelle ou ensemble de parcelles contiguës, cadastrées ou non, appartenant à un même propriétaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du déterminant la composition du dossier des demandes de permis d'urbanisme,

Bruxelles, 2013.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de
l'Aménagement du Territoire, des Monuments et des Sites, de la
Propreté publique et de la Coopération au Développement.

Bruxel..... 2013.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten
en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid
en Ontwikkelingssamenwerking.

Rudi VERVOORT